

# GRAND CONSEIL NEUCHÂTELOIS – INTERPELLATION

À compléter par le secrétariat général du Grand Conseil lors de la réception du document déposé	Date	Heure	Numéro	Département(s)
	26.03.2018	23h28	18.136	DJSC
Annule et remplace				

**Auteur(s) : Groupe socialiste**

**Titre : États généraux de la culture : le Conseil d'État ne veut-il pas comprendre ?**

**Contenu :**

Fin juin 2017, notre parlement acceptait une recommandation pour la mise en place d'états généraux de la culture. Cette proposition, issue du groupe socialiste, faisait suite à une campagne électorale durant laquelle le thème de la cohésion avait été mis en avant à de très multiples reprises. Pour le groupe socialiste, aborder ce thème, en abordant les souffrances mais surtout la résolution des problèmes, passait et passe aujourd'hui encore par le renforcement de la culture.

Mais pour faire de la culture le remède, ou du moins lui permettre d'être actrice de la solution dont le canton a besoin, il faut lui donner les moyens de cette ambition.

En ce sens, l'organisation d'états généraux de la culture représente une occasion à ne pas manquer de réunir l'ensemble des acteurs culturels, et ce par discipline artistique. Non pas pour leur présenter un projet ficelé ou presque, mais bien pour faire de ces états généraux une réelle démarche participative. Une occasion rare d'entendre, de prendre connaissance et de confronter le plus grand nombre de propositions pour ensuite les intégrer dans l'élaboration des nécessaires modifications de la loi sur l'encouragement des activités culturelles. Modifications qui, selon la motion 16.126 « "Nouveaux instruments pour soutenir la création, la diffusion et l'accès à la culture": une opacité d'un autre siècle », adoptée sans opposition par le Grand Conseil le 27 avril 2016, auraient dû nous être soumises cette année.

S'agissant de la réponse du Conseil d'État à la recommandation 17.119 sur les états généraux de la culture votée par le Grand Conseil (rapport 18.005), elle est, pour le groupe socialiste tout du moins, insatisfaisante. La loi d'organisation du Grand Conseil ne permettant pas le débat, nous interpellons le Conseil d'État afin d'avoir des réponses aux questions suivantes :

- Quel sera le but des Assises décrites par le Conseil d'État ?
- Qui sera invité ? Sur quels critères ? Le Conseil d'État estime-t-il qu'il répond à la recommandation et plus précisément à la demande de « réunir tous les acteurs culturels par discipline artistique » ?
- Un mandat a été attribué à la HES-SO pour réfléchir à cette thématique, quel est le cahier des charges de ce mandat ? Quel est le montant alloué à ce mandat ?
- Quel est le montant alloué au mandat pour l'organisation des tables rondes, à qui ce travail a-t-il été confié et avec quel cahier des charges ?
- Le Conseil d'État partage-t-il l'appréciation du groupe socialiste sur l'importance qui doit être accordée à la culture comme outil de relance ? Si oui, comment entend-il concrétiser cette approche et dans quel horizon temporel ?

**Développement :**

**Demande d'urgence : NON**

**Auteur ou premier signataire :** prénom, nom (obligatoire) :

Martine Docourt Ducommun

Autres signataires (prénom, nom) :	Autres signataires suite (prénom, nom) :	Autres signataires suite (prénom, nom) :
Corine Bolay Mercier	Nathalie Matthey	Antoine de Montmollin
Annie Clerc-Birambeau	Dominique Bressoud	Carole Bill
Marie-France Matter	David Moratel	Laura Zwygart
Florence Nater	Philippe Loup	
Baptiste Hurni	Johanne Lebel Calame	
Laurence Vaucher	Laurent Duding	